

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV OUEST

Parc Edonia - Bâtiment T
Rue de la Terre Adélie - CS 86820
35760 Saint-Grégoire

Références : MB/VLF/E/2026
Code AIOT : 0005503729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement SUEZ RV OUEST implanté au lieu-dit de Branguily à Gueltas (56920). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV OUEST
- LD BRANGUILY CD 125 56920 Gueltas
- Code AIOT : 0005503729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV OUEST bénéficie d'un arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 l'autorisant à exploiter l'Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Gueltas jusqu'en mars 2027.

Sa capacité annuelle de réception est de 195 000 tonnes/an et sa capacité maximale de stockage autorisée est de 4 800 000 m³.

Par arrêté préfectoral du 12 décembre 2025, la société a été autorisée à étendre l'ISDND et à exploiter un incinérateur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Caractéristiques des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/12/2025, article 3.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Gestion du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Collecte et traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Sans objet
2	Stockage des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11	Sans objet
3	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 13/12/2025, article 3.1.1	Sans objet
5	Gestion du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12	Sans objet
6	Gestion du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-I	Sans objet
8	Casiers exploités en mode bioréacteur	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 52	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence la conformité des installations et des modalités de gestion aux prescriptions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte et traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte
Prescription contrôlée : I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. [...]
Constats : La totalité de l'installation est bien équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats. Les eaux sont collectées par les puits de pompage dans chaque casier et pompées pour envoi à la station de traitement (pas d'évacuation gravitaire) via un bassin de stockage des lixiviats bruts. Les lixiviats traités sont ensuite stockés dans des lagunes et ne sont pas rejetés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stockage des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Bassins de stockage
Prescription contrôlée : [...] II. - Les bassins de stockage de lixiviats sont étanches et résistants aux substances contenues dans les lixiviats. Leurs dispositifs d'étanchéité sont constitués, du haut vers le bas, d'une géomembrane et d'une barrière d'étanchéité passive présentant une perméabilité égale ou inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur une épaisseur d'au moins 50 centimètres ou tout système équivalent. Leurs capacités minimales correspondent à la quantité de lixiviats produite en quinze jours en période de pluviométrie décennale maximale qui pourra être adaptée au territoire. Le bassin de stockage des lixiviats est équipé des dispositifs dédiés nécessaires au relevage des lixiviats. Cette capacité intègre un volume de réserve qui n'est utilisé qu'en cas d'aléa. Un repère visible en permanence positionné en paroi interne du bassin matérialise le volume de réserve. [...]
Constats : Le bassin de stockage des lixiviats ayant été construit avant 2016 la prescription n'est pas applicable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2025, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des lixiviats
Prescription contrôlée : [...] Les lixiviats sont utilisés dans la gestion en mode bioréacteur des casiers de stockage, et également après traitement : pour l'arrosage des pistes, les espaces verts ou pour la fertirrigation en goutte à goutte du TCCR Sud et les pâtures du site à un faible débit pour favoriser l'évapotranspiration. Ils ne sont en aucun cas rejetés dans le milieu naturel. [...]
Constats : Les lixiviats bruts sont utilisés en mode bioréacteur. Les lixiviats traités sont stockés dans des lagunes en attente d'utilisation. Depuis janvier 2026 la station a traité 5500m3 de lixiviats et 2200m3 ont été réinjectés. Il n'y a pas de rejet de ces effluents au milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Caractéristiques des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2025, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Débits de rejet
Prescription contrôlée : [...] Les eaux pluviales de chacun des 11 points de rejets respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) : <ul style="list-style-type: none">• Débit maximal : 3 l/s/ha [...]
Constats : Les bassins qui rejettent au milieu naturel sont équipés de canaux venturi (débits instantanés). L'exploitant ne dispose pas de l'information concernant le débit maximal autorisé pour chaque point de rejet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit effectuer les calculs permettant de déterminer le débit maximal admissible pour chaque point de rejet permettant de respecter l'objectif de 3l/s/ha.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Gestion du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Comptage
Prescription contrôlée : II - [...] Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion. Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé. A l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs. [...]
Constats : Le biogaz produit est traité par le biais de 3 équipements : le moteur qui produit de l'électricité, la wagabox qui produit du biométhane et la torchère qui détruit le biogaz, utilisée en dernière intention. Chaque équipement est associé à un dispositif de pilotage et de comptage positionné dans des caissons fermés à clé. Le volume de biogaz traité est comptabilisé, de même que la quantité d'électricité et de biométhane produits. La température de la torchère est enregistrée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21-I
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des installations
Prescription contrôlée : I. L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression des puits de collecte de biogaz. Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.
Constats : Le réseau est équipé de points de mesure sur chaque puits, sur le réseau de collecte et à l'entrée des installations de traitement. Les mesures effectuées permettent de réguler les débits afin de contrôler la collecte et la qualité du biogaz produit.

Les contrôles terrain sont effectués à l'aide d'un matériel portatif, de manière à ce que l'ensemble des installations soit vérifié en un mois. Une priorisation est donnée à la zone en cours d'exploitation (surface totale exploitée de 60ha).

La wagabox ne fonctionne pas si le biogaz comporte plus de 3% d'oxygène, ce qui permet d'être alerté rapidement en cas de défaut d'étanchéité du réseau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V

Thème(s) : Risques chroniques, Détection réparation fuites biogaz

Prescription contrôlée :

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

La cartographie effectuée en juillet 2023 avait donné lieu à quelques réparations. De ce fait une nouvelle cartographie devait être réalisée dans un délai de 2 ans, ce qui a été fait en juin 2025, sur l'ensemble du site.

Les résultats de ces cartographies sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit inclure le résultat des mesures et les actions correctives mises en œuvre dans le rapport annuel remis en CSS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Casiers exploités en mode bioréacteur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 52

Thème(s) : Risques chroniques, Casiers exploités en mode bioréacteur

Prescription contrôlée :

Les casiers contenant des déchets biodégradables peuvent être équipés des dispositifs de réinjection des lixiviats.

« Les lixiviats réinjectés dans les casiers ainsi équipés peuvent être les lixiviats collectés dans ces casiers, ou dans tout autre casiers de déchets non dangereux non inertes situés ou non dans le

périmètre de l'installation. »

L'aspersion des lixiviats est interdite.

Seule la réinjection de lixiviats n'inhibant pas la méthanogénèse peut être réalisée sans traitement préalable des lixiviats. Dans le cas contraire, les lixiviats sont traités avant leur réinjection.

Les lixiviats ne sont jamais réinjectés dans des casiers dédiés au stockage des mono-déchets.

Les lixiviats ne sont réinjectés que dans un casier dans lequel il n'est plus apporté de déchets et où la collecte du biogaz est en service dès la production du biogaz.

Le dispositif de réinjection est conçu pour résister aux caractéristiques physico-chimiques des lixiviats et dimensionné en fonction des quantités de lixiviats à réinjecter.

Chaque réseau d'injection peut être isolé hydrauliquement et équipé d'un dispositif de mesure du volume de lixiviats réinjectés. Le ou les débits de réinjection tiennent compte de l'humidité des déchets.

[...]

Constats :

Les casiers sont exploités en mode bioréacteur. Les casiers en fin d'exploitation, et couverts, font l'objet d'une injection de lixiviats bruts par le biais d'un réseau de drains implantés sous la couverture. Ces drains sont alimentés par des cuves de stockage réparties sur le site, dont le fonctionnement est automatisé.

Chaque drain est équipé d'une vanne, également pilotée automatiquement. L'exploitant régule ainsi finement le volume réinjecté sur chaque zone.

Aucune aspersion des lixiviats n'est réalisée. Le réseau de drain est en PEHD, résistant à la qualité de l'effluent transporté.

Type de suites proposées : Sans suite